



SOFIA UNIVERSITY
ST. KLIMENT OHRIDSKI



Appel à communications pour École d'été (2^{ème} éd.) Le Vivre-Ensemble : Crises, Résiliences et Espaces partagés

Université Galatasaray (Istanbul)

18-20 juin 2025

Nous avons le plaisir d'annoncer la tenue de notre deuxième École d'été, qui se déroulera du 18 au 20 juin 2025, sur le thème : « Le Vivre-Ensemble : Crises, Résiliences et Espaces partagés », désormais intégrée dans le cadre du programme EURETES – European Research Training in Social Sciences – Connexions et mobilités en Méditerranée.

Cet événement s'inscrit dans la continuité d'une première édition, organisée en juillet 2024 dans le cadre du projet VIVENS, initié en 2021 par l'Université Galatasaray en partenariat avec l'Université de Sofia (Saint-Clément d'Ohrid). Axée sur la « Crise du vivre-ensemble », cette première rencontre, qui s'est déroulée à l'Institut français d'Études anatoliennes (IFEA), a permis d'aborder les enjeux entravant le dialogue interculturel à travers des contextes nationaux variés, notamment en Turquie, en Bulgarie, en France et à Chypre (Cf. <https://tam.gsu.edu.tr/tr/toplantilar/birlikte-yasam-yaz-okulu>).

Intégrée désormais au programme EURETES – Connexions et mobilités en Méditerranée, cette deuxième édition, organisée avec la participation du CETOBaC-EHESS (Paris) et de l'Institute for Mediterranean Studies (Réthymnon, Crète), visera à mettre en lumière les problématiques liées au vivre-ensemble dans les pays du pourtour méditerranéen ainsi que dans ceux de la région balkanique. Elle permettra d'explorer les défis, mais surtout les opportunités qu'apporte cette cohabitation géographique et culturelle. Les problématiques envisagées pourront être comparatives et traiter par exemple des enjeux du vivre-ensemble dans différents pays de cette région, ou s'attacher à une société particulière en mettant en lumière les mécanismes d'inclusions et/ou d'exclusions, mais surtout les solutions apportées par les acteurs et institutions pour dépasser les tensions éventuelles.

Les communications attendues pourront s'inscrire dans l'un des axes proposés :

Axe 1 : Les modèles d'inclusion promouvant la diversité et stratégies de résilience

Les communications pourront s'articuler autour des moyens institutionnels et sociétaux déployés par les autorités ou par divers groupes en vue de renforcer le dialogue entre pays, communautés et cultures. Quelles approches sont privilégiées pour favoriser l'intégration des individus, citoyens ou peuples ? Quelles spécificités propres aux villes méditerranéennes et balkaniques en font de véritables laboratoires de cohabitation culturelle et sociale ? Quels acteurs institutionnels ou locaux – associations, municipalités, ONG – jouent un rôle central dans la promotion du vivre-ensemble et l'établissement d'un dialogue à l'échelle régionale ?

À un niveau macrosociologique, quels sont les mécanismes de résilience mis en place lorsque l'inclusion est remise en question ? Autrement dit, par quels processus les groupes sociaux tentent-ils de rétablir un certain équilibre afin d'assurer leur continuité ?

Cette question se pose notamment dans les contextes post-catastrophes (conflits, guerres, désastres...), où les dynamiques de reconstruction, de réorganisation sociale et de redéfinition des appartenances collectives jouent un rôle central. Une place pourra également être accordée aux discussions relatives à l'intégration de diverses mémoires dans la mémoire collective des nations, ainsi qu'aux dispositifs mis en place pour atteindre cet objectif.

En outre, pourront être examinés les modèles alternatifs émergeant de la société civile et favorisant l'inclusion et la coexistence, à l'instar des initiatives artistiques et culturelles visant à promouvoir le dialogue interculturel.

Axe 2 : Fracture du dialogue et exclusion dans toutes ses formes

Les propositions pourront également aborder les diverses formes d'altérisation qui constituent des freins au dialogue interculturel. Qui sont les victimes de l'exclusion – qu'elle soit sociale, économique, identitaire ou autre – et comment cette mise à l'écart est-elle justifiée, voire légitimée, par ceux qui la perpétuent ? Quels mécanismes sont mobilisés pour instaurer ce rejet de l'Autre, qu'ils soient institutionnels, sociétaux, structurels, linguistiques ou liés à des discours de haine ? L'exclusion peut-elle être qualifiée de socio-économique, scolaire, ethnique, culturelle, physique, géographique, ou encore symbolique ? Parle-t-on de stigmatisation, de division, de discrimination, de disqualification, de désinsertion, de marginalisation ou d'invisibilisation ? Enfin, d'où cette incommunication tire-t-elle son origine, et comment se manifeste-t-elle dans les contextes méditerranéens et balkaniques ? Par ailleurs, les actions entreprises par les populations marginalisées pour contourner ou dépasser leur état d'exclusion pourront faire l'objet de communications. Ces actions peuvent se manifester à un niveau sociétal, notamment à travers des révoltes, des révolutions ou des mobilisations collectives visant à obtenir reconnaissance et visibilité. À un niveau plus mezzo ou micro, elles incluent également diverses initiatives cherchant à promouvoir l'inclusion et à réintégrer ces populations dans la sphère sociale, économique ou culturelle. Les initiatives collectives menées par les individus pour réintégrer leur histoire culturelle, tombée dans l'oubli ou occultée par les États, aux récits nationaux officiels pourront également faire l'objet de communications.

Enfin, dans les contextes méditerranéens et balkaniques, marqués par des tensions politiques récurrentes et des reconfigurations autoritaires, les mouvements sociaux contemporains – mobilisations populaires, révoltes étudiantes, actions collectives féministes ou écologistes – méritent une attention particulière en tant que pratiques contestataires visant à résister aux violations des droits humains, sociaux et environnementaux, à s'opposer à la dégradation des conditions de vie, et à réinventer le vivre-ensemble à partir d'en bas.

Axe 3 : La Négociation des espaces : De la tension à la cohabitation

Interroger le vivre-ensemble en Méditerranée et dans la région Balkanique implique également de s'intéresser à la question des espaces et à leur gestion. Dans une région marquée par des tensions, tant historiques que contemporaines, il s'agit de comprendre comment les espaces – terrestres, maritimes, urbains ou ruraux – peuvent devenir simultanément des lieux de rencontre et des sources de conflits. Cet axe propose d'explorer les dynamiques de négociation autour des espaces méditerranéens et balkaniques, qu'ils soient géographiques, sociaux, symboliques ou culturels.

On pourra tenter d'examiner les facteurs qui entravent le dialogue et la circulation entre ces espaces, bloquant ainsi l'implantation ou l'insertion des populations. Les murs, les frontières et les démarcations constituent-ils des obstacles à l'instauration du vivre-ensemble, ou au contraire, sont-ils nécessaires pour préserver une certaine harmonie entre les populations ? Comment le patrimoine partagé se négocie-t-il à travers les espaces transnationaux ? Par ailleurs, les espaces marginalisés inaugurent-ils un nouveau type de vivre-ensemble, fondé sur un entre-soi ? Les espaces partagés ou les zones liminales jouent-ils un rôle positif en permettant aux groupes en conflit de se rencontrer et d'établir un dialogue constructif ? Et si oui, dans quelle mesure et sous quelles conditions ? En ce sens, la question centrale devient : comment les espaces sont-ils négociés pour favoriser un dialogue constructif entre les peuples ? Les propositions peuvent ainsi traiter de la cohabitation entre les populations, mais aussi de la coexistence.

Cette notion d'« espace » peut être entendue ici dans un sens large, incluant les espaces géographiques (méditerranéens/ balkaniques, maritimes, terrestres), les espaces publics, les zones urbaines ou rurales, mais aussi les espaces marginalisés, contestés, « ghettoïsés », naturels ou liminaux.

Par ailleurs, il sera intéressant de s'interroger sur les stratégies développées par les individus ou les groupes pour accéder, occuper ou s'intégrer dans des espaces qui leur sont interdits ou proscrits. Ces initiatives, qu'elles soient collectives ou individuelles, mettent en lumière des dynamiques de résistance et de résilience face à des systèmes d'exclusion aussi bien spatiale que sociale.

Enfin, le vivre-ensemble en Méditerranée et dans les Balkans ne peut être pensé sans intégrer la négociation des espaces et les enjeux environnementaux qui les façonnent. Dans des régions particulièrement vulnérables au changement climatique, la gestion des espaces devient un exercice complexe, mêlant enjeux sociaux, politiques et écologiques. Le vivre-ensemble avec l'environnement suppose ainsi de repenser les modes de cohabitation entre les

populations et leur habitat naturel, en favorisant des pratiques durables et inclusives (ex. les projets écologiques communautaires, la reforestation, la préservation des espaces naturels...). En plaçant l'environnement au cœur des dynamiques sociales, le vivre-ensemble s'enrichit alors d'une dimension essentielle : celle d'une solidarité non seulement entre les humains, mais aussi avec la nature qui les entoure. À ce titre, nous accueillerons avec intérêt des communications explorant la relation entre environnement et vivre-ensemble, à travers des exemples de gestion collective des ressources, de réponses communautaires aux crises environnementales ou d'approches novatrices conciliant justice sociale et préservation écologique dans les contextes méditerranéens.

Public visé

Cette École d'été, à vocation multidisciplinaire, s'adresse principalement à un public de **masterants et de doctorants** en sciences sociales. Les participant.e.s seront invités à présenter leurs travaux en vingt minutes, suivis d'une discussion collégiale. En outre, les participant.e.s seront attendu.e.s d'assister aux divers séminaires donnés par les intervenant.e.s et autres activités proposées.

Critères de sélection

Cette École d'été est ouverte aux étudiant.e.s **en sciences sociales** (principalement sociologie, anthropologie, études culturelles, mais également philosophie, histoire, science politique, sciences de la communication et des médias...) mobilisant le thème du Vivre-ensemble dans leurs travaux.

Chaque présentation mettra en avant une problématique liée au Vivre-Ensemble dans la région méditerranéenne ou balkanique, en précisant la méthodologie employée et en proposant quelques pistes pour surmonter les situations de crise décrites.

Les personnes intéressées pourront faire parvenir :

- une **proposition de contribution** qui sera présentée lors des ateliers rédigée en français ou en anglais d'une longueur maximale de 1000 signes et comportant un titre, une problématique, des éléments méthodologiques ainsi qu'une bibliographie indicative.
- un **CV d'une page**;
- une **courte lettre de présentation du/de la participant.e** expliquant brièvement en quoi la participation à l'École d'été contribuerait au développement du projet éducatif/professionnel/personnel/scientifique du ou de la candidat.e.

Les dossiers de candidature (**au format PDF, regroupant l'ensemble des pièces demandées**) doivent être envoyés **avant le 9 Mai 2025** à l'adresse suivante : ecoledete.vivens@gmail.com

Les candidatures seront examinées par les responsables académiques de l'École d'été.

Les résultats seront annoncés autour du 16 mai 2024.

Organisateur·ices

Julie Alev DILMAÇ, Enseignante-chercheuse, Département de Sociologie, Université Galatasaray, membre du Centre pour la recherche Sociale (GSÜ-TAM) et membre associé au PhiléPol, Paris Cité.

Cem ÖZATALAY, Enseignant-chercheur en Sociologie, Université Galatasaray, membre du Centre pour la recherche Sociale (GSÜ-TAM).

Velislava PETROVA, Enseignante-chercheuse, Université de Sofia, Département d'Études Culturelles.